

**Convention collective**

IDCC : 1604. – **INDUSTRIES MÉTALLURGIQUES  
(ROUEN ET DIEPPE)**

**(29 mai 1991)**

*(Bulletin officiel n° 1991-6 bis)*

(Etendue par arrêté du 25 octobre 1991,  
*Journal officiel* du 30 octobre 1991)

■ *Journal officiel* du 5 août 2009

**Arrêté du 29 juillet 2009 portant extension d'un accord conclu dans  
le cadre de la convention collective des industries métallurgiques  
des arrondissements de Rouen et de Dieppe (n° 1604)**

NOR : MTST0917992A

Le ministre du travail, des relations sociales, de la famille, de la solidarité  
et de la ville,

Vu le code du travail, notamment son article L. 2261-15 ;

Vu l'arrêté du 25 octobre 1991 et les arrêtés successifs, notamment  
l'arrêté du 21 octobre 2008, portant extension de la convention collective des  
industries métallurgiques des arrondissements de Rouen et Dieppe du  
29 mai 1991 et d'accords qui l'ont modifiée ou complétée ;

Vu l'accord du 23 avril 2009 relatif aux rémunérations effectives  
annuelles garanties, à la rémunération minimale hiérarchique, à la prime  
d'ancienneté, à l'indemnité de panier et à l'indemnité de transport, conclu  
dans le cadre de la convention collective susvisée ;

Vu la demande d'extension présentée par les organisations signataires ;

Vu l'avis publié au *Journal officiel* du 12 juillet 2009 ;

Vu les avis recueillis au cours de l'enquête ;

Vu l'avis motivé de la Commission nationale de la négociation collective  
(sous-commission des conventions et accords), recueilli suivant la procédure  
prévue à l'article R. 2261-5 du code du travail,

Arrête :

### Article 1<sup>er</sup>

Sont rendues obligatoires, pour tous les employeurs et tous les salariés compris dans le champ d'application de la convention collective des industries métallurgiques des arrondissements de Rouen et Dieppe du 29 mai 1991, tel qu'étendu par arrêté du 25 octobre 1991 et à l'exclusion de la réparation d'appareils électriques pour le ménage non associée à un magasin de vente, les dispositions de l'accord du 23 avril 2009 relatif aux rémunérations effectives annuelles garanties, à la rémunération minimale hiérarchique, à la prime d'ancienneté, à l'indemnité de panier et à l'indemnité de transport, conclu dans le cadre de la convention collective susvisée, sous réserve de l'application des dispositions de l'article L. 2241-9 du code du travail qui prévoient que la négociation annuelle sur les salaires vise également à définir et programmer les mesures permettant de supprimer les écarts de rémunération entre les femmes et les hommes avant le 31 décembre 2010.

### Article 2

L'extension des effets et sanctions de l'accord susvisé est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par ledit accord.

### Article 3

Le directeur général du travail est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 29 juillet 2009.

Pour le ministre et par délégation :  
*Le directeur général du travail,*  
J.-D. COMBEXELLE

*Nota.* – Le texte de l'accord susvisé a été publié au *Bulletin officiel* du ministère, fascicule conventions collectives n° 2009/23, disponible à la Direction des Journaux officiels, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15, au prix de 8,20 €.